

**SOUS-COMITÉ DU COMMERCE  
ET DE L'ENVIRONNEMENT**

**RAPPORT DE LA REUNION TENUE LE 12 JUILLET 1994**

Note du secrétariat

1. Le Sous-Comité du commerce et de l'environnement a tenu sa deuxième réunion le 12 juillet 1994 sous la présidence de M. l'Ambassadeur Luiz Felipe Lampreia (Brésil). L'ordre du jour figurant dans l'aérogamme PC/AIR/8 a été adopté.
2. Le Président a déclaré que la réunion avait un double objectif. Le premier était d'examiner le programme de travail énoncé dans la Décision sur le commerce et l'environnement (MTN.TNC/W/141) afin, notamment, de déterminer plus clairement quels autres documents et renseignements factuels de caractère général pourraient être utiles au Sous-Comité dans des domaines spécifiques et devraient lui être communiqués en temps opportun au cours de ses travaux.
3. Le second objectif était d'examiner les travaux accomplis par le Groupe sur les mesures relatives à l'environnement et le commerce international et par le Comité du commerce et du développement (CCD) dans les domaines relevant du programme de travail, sur lesquels il croyait comprendre, par suite des consultations informelles qu'il avait tenues, que les délégations souhaitaient centrer initialement les travaux du Sous-Comité. Ces domaines recouvraient les points 1, 3 et 6 du programme de travail<sup>1</sup>, dont les intitulés étaient les suivants: "rapports entre les dispositions du système commercial multilatéral et les mesures commerciales prises à des fins de protection de l'environnement, y compris celles qui relèvent d'accords environnementaux multilatéraux"; "rapports entre les dispositions du système commercial multilatéral et: les impositions et taxes appliquées à des fins de protection de l'environnement, et: les prescriptions, établies à des fins de protection de l'environnement, relatives aux produits, y compris les normes et règlements techniques et les prescriptions en matière d'emballage, d'étiquetage et de recyclage"; et "effet des mesures environnementales sur l'accès aux marchés, notamment pour les pays en développement et en particulier les moins avancés d'entre eux, et avantages environnementaux de l'élimination des restrictions et distorsions des échanges".
4. En outre, l'examen des travaux que le Groupe sur les mesures relatives à l'environnement et le commerce international et le Comité du commerce et du développement avaient effectué sur ces trois points avait pour but de circonscrire les problèmes et questions spécifiques que le Sous-comité devrait approfondir et parvenir à mieux comprendre au cours des prochaines réunions afin de pouvoir

---

<sup>1</sup>Par souci de clarté, les points du programme de travail énoncés dans la Décision ministérielle sur le commerce et l'environnement sont ci-après classés dans l'ordre dans lequel ils figurent dans ledit programme. Ainsi, le premier point - "rapports entre les dispositions du système commercial multilatéral et les mesures commerciales prises à des fins de protection de l'environnement, y compris celles qui relèvent d'accords environnementaux multilatéraux" - est dénommé point 1; le deuxième point - "rapports entre les politiques environnementales qui intéressent le commerce et les mesures environnementales ayant des effets notables sur le commerce et les dispositions du système commercial multilatéral" - est dénommé point 2; etc.

progresser dans l'exécution du mandat qui lui avait été confié dans la Décision sur le commerce et l'environnement. Le Président a noté que les délégations jugeraient peut-être utile de considérer ces deux objectifs simultanément dans leurs interventions et a précisé qu'il avait l'intention de s'employer, durant la présente réunion, à mettre en évidence les problèmes et questions spécifiques auxquels le Sous-Comité consacrerait ses travaux initiaux et les éléments factuels de base dont celui-ci aurait besoin pour accomplir cette tâche.

5. Enfin, le Président a également souligné que les documents dont il y avait lieu de tenir compte pour cet examen étaient spécifiés dans l'ordre du jour; il s'agissait des documents L/7402 sur les travaux du Groupe et COM.TD/W/509 sur les travaux du Comité du commerce et du développement. Par ailleurs, plusieurs délégations ayant indiqué lors des consultations informelles que la question des produits interdits sur le marché intérieur et d'autres substances dangereuses devrait être examinée dans un avenir relativement proche même si elle ne figurait pas parmi les sujets à étudier initialement, il souhaitait mentionner la documentation se rapportant à cette question, et notamment les documents C/W/605/Rev.1, Spec(89)48 et 52, Spec(90)3, 12, 20, 27, 36 et 39, Spec(91)3, 4, 23, 60, 62, DPG/W/8, DPG/W/11, L/6769 et L/6872.

6. Le représentant de l'Autriche a estimé que des travaux importants avaient déjà été accomplis concernant le point 1 du programme de travail dans le cadre du Groupe sur les mesures relatives à l'environnement et le commerce international. Aucun nouvel élément factuel n'était donc nécessaire, l'examen et les éclaircissements ultérieurs pouvant s'inspirer des travaux du Groupe. Par ailleurs, il jugeait que certaines des mesures visées au point 2 pourraient être traitées au titre du point 3. Néanmoins, il pourrait être utile de commencer à déterminer les questions qui pourraient en fin de compte relever du point 2 - et non du point 3 -, le secrétariat pouvant peut-être fournir des éléments d'information à cet égard.

7. Sa délégation considérait le point 3 comme une question à approfondir en priorité, qui devait recouvrir en général l'utilisation d'instruments économiques pour atteindre des objectifs en matière de protection de l'environnement. Une première analyse avait déjà eu lieu dans le cadre de l'examen effectué par le Groupe sur les mesures relatives à l'environnement et le commerce international concernant l'emballage et l'étiquetage, dont les travaux futurs pourraient s'inspirer. Ces travaux supplémentaires devraient s'appuyer sur une documentation additionnelle qui porterait notamment sur les taxes sur l'énergie, les ajustements fiscaux à la frontière, les redevances d'émission, les autorisations de polluer négociables, les prescriptions relatives à la teneur en produits recyclés, la gestion des déchets et le rôle de l'analyse du cycle de vie. Un examen plus poussé des mesures relatives au trafic routier relèverait également de cette catégorie. De manière générale, l'intervenant supposait que l'étude du point 3 permettrait de lier ces mesures au concept d'"internalisation des coûts", qui avait trait à l'existence effective de coûts externes découlant d'une activité économique; l'internalisation elle-même devait être considérée comme l'évaluation exacte des coûts en matière de protection de l'environnement, suivie par leur intégration au prix de la production et/ou de la consommation. Le principe du pollueur payeur serait un moyen important de faciliter l'internalisation. Toutefois, il convenait de se demander si le cadre de règles commerciales existant favorisait ce processus. Lors des travaux supplémentaires, il faudrait examiner de quelle manière il pourrait être précisé et, en fin de compte, encouragé par l'intermédiaire du GATT ou de l'OMC.

8. Concernant le point 4, la délégation autrichienne estimait que les documents très complets dont on disposait et les débats du Groupe sur les mesures relatives à l'environnement et le commerce international fournissaient pour l'instant suffisamment d'éléments factuels. Pour ce qui est du point 5, elle jugerait utile que le secrétariat mette au point une note d'information sur les divers mécanismes actuellement utilisés dans le cadre des différents accords multilatéraux concernant la protection de l'environnement et du système multilatéral. Une note de ce type pourrait également présenter les dispositifs nouveaux et naissants fondés sur le contrôle de l'application, la surveillance, la vérification

et l'élaboration de mécanismes consultatifs multilatéraux car ceux-ci permettraient vraisemblablement d'éviter les différends, ce qui était capital pour la stabilité des relations internationales dans les domaines du commerce et de l'environnement.

9. Revenant au point 1, l'intervenant a estimé que le Sous-Comité devrait s'efforcer de ne pas se limiter aux travaux analytiques, qui n'étaient qu'une première étape, et s'employer à mettre au point une sorte de synthèse s'inspirant de la communication présentée par sa délégation dans le document TRE/W/19. Pour identifier les points communs ou, au moins, mieux comprendre les différences existantes, les autres délégations pourraient fournir au Sous-Comité des examens semblables. En outre, au titre du point 3, il conviendrait d'accorder une importance particulière aux normes, à la réglementation technique et au recyclage afin de parvenir à un niveau de compréhension analogue à celui qui avait été atteint concernant l'emballage et l'étiquetage au sein du Groupe sur les mesures relatives à l'environnement et le commerce international. La délégation autrichienne appuyait la démarche consistant à déterminer les effets que les mesures de protection de l'environnement pourraient avoir sur l'accès aux marchés et les avantages que la libéralisation des échanges pourrait procurer sur le plan de la protection de l'environnement.

10. Pour ce qui est de la question des observateurs, sa délégation souscrivait au point de vue selon lequel il conviendrait d'appliquer la même règle qu'au Comité préparatoire. Par ailleurs, l'OCDE avait réalisé des travaux intéressants et très poussés sur certaines questions inscrites à l'ordre du jour du Sous-Comité et le secrétariat de cet organisme était resté en rapport étroit avec le secrétariat du GATT à cet égard. La Commission du développement durable s'était félicitée de la qualité des travaux de l'OCDE, dont la participation serait bénéfique au Sous-Comité.

11. Le représentant du Brésil a noté l'étendue du programme de travail, qui devait permettre aux délégations d'examiner l'ensemble de leurs préoccupations dans ce domaine. Toutefois, pour les travaux du Sous-Comité, il conviendrait de tenir compte du calendrier envisagé dans la Décision. A cet égard, celui-ci devrait se fixer comme échéance la première réunion ministérielle de l'OMC, où les travaux du futur comité seraient examinés. Il ne fallait donc pas considérer que la tâche du Sous-Comité était de nature préparatoire, mais plutôt qu'elle amorçait un processus qui serait poursuivi par le Comité.

12. La délégation brésilienne appuyait l'idée d'effectuer une première évaluation de toutes les questions avant la fin de 1994. Le fait de traiter toutes les questions lors de la phase initiale des travaux permettrait tout d'abord d'évaluer où en était l'étude des différents problèmes déjà examinés par le passé et, ensuite, de commencer à cerner les problèmes se posant dans des domaines comme les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce et les services, car leur rapport avec les mesures de protection de l'environnement n'avait pratiquement jamais été analysé; enfin, il serait possible d'entreprendre un réexamen de la question des produits interdits sur le marché intérieur, à propos de laquelle un projet de décision n'avait pu être adopté par le passé, alors que le texte définitif en était pratiquement arrêté. Sur ce dernier point, le réexamen devrait tenir compte de l'évolution récente des débats sur le commerce et l'environnement et du fait qu'un petit nombre de délégations avait participé à l'élaboration du projet de décision quatre ans auparavant. La délégation autrichienne proposait donc que le secrétariat prépare un résumé des discussions dont cette question avait fait l'objet. Celui-ci devrait non seulement contenir des informations sur la façon dont elle avait été traitée par le passé, mais aussi faire mention des documents pertinents, selon le cas, de façon à aider les délégations à aborder la question, en particulier celles qui n'avaient pas pris une part active aux travaux antérieurs.

13. Concernant les points qui avaient déjà fait l'objet d'un examen, soit au sein du Groupe sur les mesures relatives à l'environnement et le commerce international, soit au Comité du commerce et du développement, l'analyse se situait désormais à un niveau différent. La délégation autrichienne était elle aussi d'avis que les points 1, 3 et 6 méritaient d'être analysés en premier. L'ordre du jour de chacune des réunions de l'automne pourrait donc être composé de deux parties: points demandant

une première évaluation - de cette façon, tous les points pourraient être examinés d'ici à la fin de l'année; et analyse des trois points convenus, qui pourraient être subdivisés en questions plus spécifiques.

14. L'intervenant a souligné que c'était sur la question du rapport entre les accords environnementaux multilatéraux et les règles du système commercial multilatéral - c'est-à-dire le point 1 du programme de travail - que le Groupe sur les mesures relatives à l'environnement et le commerce international avait le plus progressé. Les difficultés qui pouvaient découler de l'utilisation de mesures commerciales dans le cadre d'accords multilatéraux concernant la protection de l'environnement avaient été identifiées et des suggestions avaient été émises sur la méthode à adopter pour y remédier. Sa délégation avait appuyé l'idée d'une interprétation collective de l'article XX, tout en reconnaissant qu'il existait d'autres possibilités, comme la mise au point d'une procédure relative à l'octroi de dérogations. Bien sûr, elle n'était pas opposée à ce qu'on examine les différentes approches, mais le vrai problème était de trouver un équilibre entre les deux objectifs suivants: d'une part, encourager le recours aux solutions multilatérales lorsqu'on était confronté à des problèmes touchant l'environnement et, d'autre part, faire en sorte qu'un protectionnisme déguisé ou l'imposition de valeurs écologiques par le biais de mesures commerciales ne lèsent pas de façon arbitraire les membres de l'OMC.

15. Les discussions antérieures montraient clairement que, pour chacune des solutions proposées, la définition des accords multilatéraux concernant la protection de l'environnement était un élément essentiel de cet équilibre. A ce sujet, les discussions pourraient continuer d'être axées sur l'examen de questions comme la portée géographique ou la spécificité lorsqu'on définirait l'utilisation des mesures commerciales, démarche qui permettrait de préciser davantage jusqu'où il était possible d'aller. Etant donné que c'était sur ce point que les débats avaient le plus progressé, il serait important de rattraper le retard pris dans l'examen des points 3 et 6.

16. Le représentant de l'Autriche a ajouté que le point 3 recouvrait en fait diverses questions. A cet égard, un examen de l'emballage et de l'étiquetage avait déjà eu lieu. Dans ces deux domaines, on avait commencé à mettre en évidence les effets que les mesures adoptées pouvaient avoir sur les échanges et circonscrit un certain nombre de problèmes effectifs ou potentiels. Cette analyse étant encore incomplète, il conviendrait de poursuivre les travaux à la lumière des disciplines du système commercial multilatéral. L'expérience passée montrait que les problèmes liés aux prescriptions ou systèmes relatifs aux emballages, qui avaient pour but de protéger l'environnement, étaient assez différents de ceux de l'éco-étiquetage et qu'il faudrait continuer de bien les distinguer. On pourrait également se pencher sur d'autres questions comme la perception de taxes intérieures à des fins de protection de l'environnement et les problèmes connexes des ajustements à la frontière et des prescriptions en matière de recyclage. Le Sous-Comité pourrait commencer par analyser les conséquences éventuelles de ces mesures sur les échanges, étant entendu que certains travaux avaient déjà été accomplis concernant le recyclage. Il pourrait aussi procéder à un examen à la lumière des disciplines commerciales multilatérales de manière à circonscrire les problèmes éventuels posés par le commerce international ou étudier l'utilisation légitime des mesures à des fins de protection de l'environnement. Une partie importante des travaux de l'automne pourrait donc être consacrée à un examen distinct de ces quatre questions.

17. Le sixième élément sous-tendait également la majeure partie de l'examen des autres points du programme de travail dans la mesure où il appelait une analyse des conséquences que les mesures à l'étude avaient sur les échanges. Il était clair que l'action initiale entreprise dans le cadre du Comité du commerce et du développement pourrait être intensifiée. Lors de ses travaux, celui-ci s'était heurté à un certain nombre de difficultés, notamment l'intensification des négociations de l'Uruguay Round, et seule une réunion officielle avait pu être consacrée à la question. La délégation brésilienne estimait que les thèmes explorés à ce moment-là pourraient être repris par le Sous-Comité afin de donner une suite satisfaisante, au sein de l'OMC, aux préoccupations et principes exprimés au chapitre 2 d'Action 21 concernant l'accès aux marchés.

18. Au Comité du commerce et du développement, la délégation de son pays avait essayé de mettre en évidence un certain nombre de domaines que le GATT devrait examiner, ce dont il était rendu compte dans le rapport qui avait été établi l'année dernière par le Président du Comité à l'intention des PARTIES CONTRACTANTES. A cette occasion, elle avait proposé que le secrétariat mette au point des documents sur les activités que le GATT avait consacrées par le passé à la progressivité des droits et aux impositions intérieures frappant les produits tropicaux, surtout lorsque ceux-ci n'étaient pas produits dans le pays. Elle réitérait sa proposition car c'était là un bon point de départ grâce auquel il serait possible de mieux orienter les débats futurs sur la question. Enfin, elle estimait qu'il conviendrait de recommencer à examiner la mise au point d'une base de données sur le commerce et l'environnement, qui permettrait de mieux comprendre les pratiques des membres de l'OMC dans ce domaine, en reprenant les travaux là où ils avaient été interrompus, c'est-à-dire au moment où le CCD tenait des consultations sur le type d'informations jugées importantes et étudiait la faisabilité et la forme d'une base de données de cette nature, compte tenu des travaux accomplis dans d'autres organisations comme la CNUCED.

19. Le représentant de la Corée a estimé qu'il était essentiel de faire en sorte que le commerce et l'environnement se renforcent mutuellement. Les mesures commerciales à des fins de protection de l'environnement ne devraient être utilisées que dans le cadre du système commercial multilatéral, devraient être transparentes, justifiables et non discriminatoires et être le moins restrictives pour le commerce. Les mesures commerciales unilatérales ne devraient pas servir d'excuse aux pays pour imposer des normes de protection de l'environnement à d'autres pays. L'intervenant tenait à souligner que le Sous-Comité devrait examiner cette question avec circonspection et de manière approfondie et que les points qui n'auraient pas été étudiés cette année devraient être repris par le Comité du commerce et de l'environnement.

20. Le représentant de la Corée a ajouté que le Sous-Comité devrait maintenir une coordination effective et une collaboration étroite avec les organes pertinents, aussi bien dans le cadre du système de l'OMC qu'en dehors de ce système. A l'OMC, il convenait d'établir une distinction claire entre les travaux du Comité du commerce et de l'environnement et ceux du CCD. La Commission du développement durable, à sa deuxième session, s'était félicitée de l'initiative prise par la CNUCED et le PNUE en vue de créer un cadre complémentaire à celui de l'OMC. Il serait utile que le secrétariat communique de manière régulière aux délégations les décisions ou résolutions en matière de protection de l'environnement qui touchaient au commerce adoptées par les principaux organismes internationaux. Par ailleurs, le secrétariat pourrait aussi mettre au point des documents sur les éléments nouveaux des accords internationaux relatifs à la protection de l'environnement qui concernaient les droits de propriété intellectuelle ou sur l'évolution intervenue sur cette question dans les organismes des Nations Unies, notamment dans le cadre de la Convention sur les changements climatiques et de la Convention sur la diversité biologique. Il pourrait également établir des documents sur la modification et l'évolution des dispositions des accords internationaux concernant la protection de l'environnement liées au commerce.

21. A propos du point 1 du programme de travail, l'intervenant a indiqué que les principes internationalement reconnus s'appliquant aux mesures commerciales adoptées à des fins de protection de l'environnement - par exemple, le fait de s'abstenir de mesures unilatérales ou de prendre des mesures proportionnées et le moins restrictives pour le commerce - devraient être explicités dans le cadre de l'OMC. Deux questions importantes, à savoir les actions extraterritoriales et les dispositions des accords internationaux concernant la protection de l'environnement qui concernaient le commerce et s'appliquaient à des Etats non parties à ces accords, devraient être examinées plus en détail. En particulier, il conviendrait d'étudier de manière plus approfondie les moyens d'harmoniser les dispositions commerciales des accords internationaux concernant la protection de l'environnement et des règles du GATT/des accords OMC en vue de garantir un fonctionnement stable et prévisible du système commercial multilatéral.

22. S'agissant du point 3, le représentant de la Corée a déclaré que l'effet que les taxes et impositions perçues à des fins de protection de l'environnement avaient sur les échanges commerciaux pouvait être analysé cas par cas, compte tenu des points suivants: ces taxes et impositions pouvaient entraîner des mesures compensatoires ou des mesures de rétorsion si elles frappaient des produits importés d'Etats qui n'appliquaient pas des systèmes de cette nature; si les produits importés étaient déjà soumis à des taxes dans le pays exportateur, il risquait d'y avoir une deuxième imposition dans le pays importateur; enfin, les effets sur le commerce pouvant être différenciés, on pouvait assurer une meilleure transparence en renforçant les procédures de notification et de publication de manière à répondre aux situations qui n'étaient pas prévues dans les règles relatives aux obstacles techniques au commerce et les règles du GATT. La délégation coréenne approuvait le paragraphe 56 du document L/7402 sur les questions qui demandaient à être précisées. L'intervenant souhaitait que les débats soient axés sur la question de savoir si les prescriptions en matière de recyclage, de réutilisation et d'élimination des déchets d'emballages, ainsi que les instruments économiques comme les systèmes de consignation, étaient compatibles avec les dispositions du GATT/des accords OMC; on pourrait également s'interroger sur la façon de mieux faire face aux répercussions que les prescriptions en matière d'emballage et d'étiquetage avaient sur l'accès aux marchés et de mieux faire usage des dispositions du GATT/des accords OMC pour améliorer la transparence préalable de ces prescriptions.

23. S'agissant du point 6, la délégation coréenne estimait que l'accès aux marchés était une des questions qui revêtaient une importance vitale pour les pays en développement. Celle-ci devrait faire l'objet d'une attention particulière lorsqu'on examinerait les points 1 à 4. Il conviendrait de s'attacher à déterminer quelles industries primaires intéressant les pays en développement étaient sensibles aux mesures commerciales prises à des fins de protection d'environnement - par exemple les industries du bois, des métaux et des minerais -, et d'établir quel était leur impact sur l'environnement.

24. Au sujet des observateurs, la délégation coréenne appuyait en principe la participation d'organisations intergouvernementales aux réunions du Sous-Comité. Toutefois, seules devraient être admises à titre d'observateur les organisations dont les activités avaient un lien direct avec ses travaux, à savoir le PNUE, la Commission du développement durable, la CNUCED, la Banque mondiale, le FMI, etc., qui avaient assisté aux réunions du Groupe sur les mesures relatives à l'environnement et le commerce international. La participation des organisations non gouvernementales ne devrait pas être autorisée, non plus que la distribution des procès-verbaux. Toutefois, les informations comme celles qui figuraient dans les comptes rendus analytiques pourraient être communiquées aux ONG sous la forme de communiqués de presse.

25. La représentante de la Suède, prenant la parole au nom des pays nordiques, s'est déclarée satisfaite de ce que le Sous-Comité s'attelle désormais à des travaux plus substantiels. Sa délégation tenait à souligner l'importance qu'elle attachait à l'existence d'une coopération étroite et active entre les organisations qui s'intéressaient au commerce et à l'environnement. Cette coopération s'était révélée précieuse par le passé et devrait se poursuivre alors que le nouveau sous-comité entamait ses travaux et que des contributions de nombreuses origines lui seraient nécessaires. Les délégations qui participaient aux réunions avaient aussi l'important devoir de contribuer activement à ce processus.

26. La délégation suédoise s'intéressait particulièrement au point 1 du programme de travail. Les problèmes d'environnement de caractère mondial étaient des questions urgentes et elle souhaitait vivement que l'on trouve un moyen de tenir compte des mesures commerciales adoptées en vertu d'accords multilatéraux concernant la protection de l'environnement dans le système du GATT/des accords OMC. La question des accords multilatéraux concernant la protection de l'environnement et des règles du GATT avait été longuement analysée au Groupe sur les mesures relatives à l'environnement et le commerce international, qui avait examiné à quelle méthode on pourrait éventuellement recourir pour intégrer ces accords aux règles commerciales. Diverses approches juridiques avaient été présentées et les participants avaient notamment examiné quelles caractéristiques les accords multilatéraux concernant

la protection de l'environnement devraient présenter, à quels critères il devrait être satisfait, la spécificité des mesures commerciales, la discrimination, etc. Bien que l'analyse ait beaucoup progressé, la délégation suédoise n'était pas prête à tirer des conclusions et à envisager des solutions précises. L'intervenante estimait qu'il serait utile que le secrétariat mette au point un document traitant de ces questions afin d'orienter les débats. Ce document permettrait d'approfondir l'analyse du Groupe sur les mesures relatives à l'environnement et le commerce international, de mettre en lumière les différentes approches juridiques présentées, ainsi que les questions demandant un examen supplémentaire, et de dégager les problèmes spécifiques devant être étudiés par le Comité et éventuellement explicités par le secrétariat.

27. Le point 2 était général et recouvrait plusieurs domaines, dont certains relevaient aussi du point 3. La délégation suédoise considérait qu'au titre du point 2, on pourrait examiner certains principes fondamentaux liés à la protection de l'environnement qui avaient une incidence sur le système commercial multilatéral, comme le principe du pollueur-payeur et le principe de précaution dont l'importance était primordiale pour la formulation de politiques dans le domaine de l'environnement et qui formaient une toile de fond pour l'élaboration d'un grand nombre de mesures visant à protéger l'environnement. Il conviendrait tout d'abord de présenter les principes relatifs à la protection de l'environnement qui avaient un effet sur le commerce. Cette tâche pourrait être accomplie par le secrétariat, en coopération avec le PNUE, même si elle ne revêtait pas un caractère urgent. Pour équilibrer les choses, il faudrait de surcroît analyser comment les principes commerciaux faisaient une place aux besoins essentiels dans le domaine de la protection de l'environnement. A cet égard, on pouvait citer le concept commercial du "produit similaire" qui était essentiel tant du point de vue commercial que du point de vue de l'environnement.

28. Le point 3 était extrêmement important pour le système commercial. A présent, les impositions et taxes perçues à des fins de protection de l'environnement ne représentaient pas un gros problème, sans doute car elles étaient souvent peu élevées et n'entraînaient donc pas d'avantages ou de désavantages comparatifs. Toutefois, un recours accru aux instruments économiques et une augmentation des taxes et impositions modifieraient sensiblement la situation. Dans ce contexte, le concept des gains de prospérité résultant de la libéralisation des échanges, compatible avec un développement durable, accentuait la nécessité d'internaliser les coûts de protection de l'environnement. Certains experts estimaient que la meilleure façon d'y parvenir était de recourir davantage à des taxes de cette nature, ce qui donnait à la question d'autant plus d'importance. Mais comment pourrait-on évoluer dans ce sens et faire en sorte que cette démarche ait le moins de répercussions possibles sur le commerce?

29. La représentante de la Suède a ajouté que, dans certaines conditions, le système du GATT prévoyait des ajustements fiscaux à la frontière pour les impositions et taxes perçues sur les produits. L'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires contenait une note de bas de page importante, qui concernait les intrants énergétiques consommés lors de la production de produits exportés. Le document TRE/W/20 établi par le secrétariat représentait un premier travail sur la question, qui pourrait être utilisé à l'origine. On pourrait également étudier dans quelle mesure les règles commerciales actuelles autorisaient la perception de taxes sur les produits en fonction de leurs caractéristiques, les échanges assortis de droits d'émission transférables, les redevances d'émission et les systèmes de consignation. Il conviendrait de déterminer en fonction de quels critères (non-discrimination, égalité de traitement, produits similaires, etc.) les instruments économiques susmentionnés et autres instruments pouvaient déjà être utilisés. Cet examen serait très utile pour aider les responsables à prendre des décisions dans le domaine de l'environnement et dans le domaine financier. Il serait également intéressant d'examiner quelles impositions et taxes étaient perçues aujourd'hui. Il serait précieux de savoir dans quelle mesure les produits primaires et les produits qui n'en étaient qu'au premier stade du processus de production étaient assujettis à des impositions et à des taxes. La CNUCED avait accompli des travaux sur l'internalisation des coûts de protection de l'environnement, travaux dont certains aspects pourraient être repris par le Sous-Comité.

30. La représentante de la Suède considérait que le point 4 avait été examiné de manière approfondie par le Groupe sur les mesures relatives à l'environnement et le commerce international. Il serait utile que l'on mette au point un résumé présentant l'état des travaux du Sous-Comité, qui contiendrait aussi des conclusions. Sa délégation estimait qu'un consensus commençait à se faire jour sur un grand nombre des questions relatives à la transparence qui avaient été débattues; si ces travaux étaient consignés, on disposerait d'une base de travail importante dans ce domaine. L'intervenante a proposé que le secrétariat établisse un résumé des travaux que le Groupe sur les mesures relatives à l'environnement et le commerce international avait accomplis antérieurement dans le domaine de la transparence et présente des conclusions sur la question.

31. La représentante de la Suède a souligné que la plupart des pays connaissaient bien les conséquences que les mesures fondées sur des considérations touchant à l'environnement pouvaient avoir sur les possibilités d'accès aux marchés car ils en avaient eux-mêmes ressenti les effets positifs ou négatifs. La CNUCED se consacrant à ces questions, la délégation suédoise proposait qu'on l'invite à contribuer aux débats. Dans le cadre du point à l'étude, on pourrait notamment s'intéresser aux effets de la progressivité des droits du point de vue de la protection de l'environnement. Le fait de soumettre les matières premières à des droits peu importants et d'appliquer des droits plus élevés aux produits transformés pouvait naturellement influencer sur le choix du lieu de production et sur la façon dont les pays utilisaient leur base de ressources naturelles. Pour les travaux futurs, il pourrait donc être utile que le secrétariat, en coopération avec la Division des tarifs douaniers, fournisse au Sous-Comité des éléments d'information sur la progressivité des droits, comment elle intervenait et la forme qu'elle prenait, et sur les règles et données d'expérience dans le domaine des restrictions à l'exportation. Peut-être pourrait-on aussi tirer des enseignements intéressants des travaux du Groupe de négociation sur les produits provenant des ressources naturelles.

32. S'agissant du point 7, les négociations sur un accord relatif aux produits interdits sur le marché intérieur étaient, sur un plan technique, pratiquement parvenues à leur terme lorsqu'elles avaient été interrompues. Sur le fond, l'accord avait déjà pour l'essentiel la forme d'un traité. Une révision technique pourrait être nécessaire afin de déterminer si le texte était encore approprié et certains détails mineurs demandaient également à être arrêtés. Cette tâche pouvait être accomplie en quelques mois et le Sous-Comité aurait ainsi la satisfaction de faire aboutir l'examen de l'un des points de son programme de travail. La délégation suédoise proposait donc au Président d'engager des consultations sur la réouverture des négociations sur les produits interdits sur le marché intérieur en vue de les achever, éventuellement, d'ici à la fin de l'année.

33. Enfin, étant donné que l'Accord général sur le commerce des services et l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC) étaient des instruments nouveaux qui n'étaient pas encore entrés en vigueur, il était assez difficile de commencer à évaluer les effets qu'ils pourraient avoir sur l'environnement. L'Accord sur les ADPIC avait notamment fait l'objet de nombreuses critiques, qui portaient sur les aspects touchant à l'environnement et le rapport avec l'application de la Convention sur la diversité biologique. Certaines de ces critiques étaient fondées sur une interprétation erronée. L'intervenante a proposé que le secrétariat mette au point une "évaluation/description" de cet instrument, qui expliquerait de manière plus approfondie les aspects touchant à l'environnement et permettrait de mieux le comprendre. Ce travail fournirait une base plus solide lorsque l'analyse débiterait.

34. Le représentant de l'Union européenne a noté que le Sous-Comité traiterait des trois piliers de l'OMC, à savoir les marchandises, la propriété intellectuelle et les services. En outre, celui-ci n'était pas lié par le délai du 1er janvier 1995; la délégation de l'Union européenne considérait la date de la prochaine réunion ministérielle comme une date capitale pour les travaux du Sous-Comité. Ce dernier n'avait donc pas à se précipiter pour étudier chacun des sujets avant la fin de l'année. Bien au contraire, chaque réunion devrait être consacrée à un sujet donné, les travaux pouvant ensuite se poursuivre d'une



façon qui permettrait d'appréhender toutes les questions de manière globale et de les mettre sur un pied d'égalité.

35. L'intervenant a ajouté que le secrétariat avait déjà mis au point une série de documents à l'intention du Sous-Comité, qui devraient désormais être actualisés pour tenir compte de la démarche nouvelle et de l'orientation plus large qui avaient été retenues. Le Groupe sur les mesures relatives à l'environnement et le commerce international avait terminé ses travaux depuis un certain temps, mais, dans l'intervalle, des faits nouveaux étaient survenus pour lesquels la contribution du secrétariat était nécessaire. De façon générale, il proposait donc que ce dernier mette au point des documents regroupés sous les trois thèmes suivants: i) résumé de l'évolution survenue dans d'autres organisations internationales; ii) analyse plus détaillée et plus approfondie de cette évolution; et iii) établissement de comptes rendus de réunions qui permettraient aux participants de se remettre les problèmes en mémoire et actualiseraient chacun des points de l'ordre du jour.

36. Concernant le point 1, l'intervenant a fait observer qu'il existait un vaste domaine, aux limites mal définies, dans lequel certaines questions étaient convenues et d'autres ne l'étaient pas. Quelques problèmes n'avaient évidemment pas à être examinés, comme les pratiques commerciales restrictives appliquées entre les parties à un accord donné. Celles-ci ne relevaient pas de la compétence du GATT car elles se négociaient entre pays, qui étaient responsables de leurs propres actions.

37. En revanche, si des parties à un accord multilatéral concernant la protection de l'environnement décidaient d'appliquer des mesures à l'égard de parties de bonne foi, le GATT était compétent. Dans ce cas, les débats devraient être axés sur le caractère discriminatoire de ces mesures. Si celles-ci n'étaient pas discriminatoires, il existait un certain consensus, désormais bien établi, qui les rendait acceptables dans certaines conditions. Le secrétariat pourrait faciliter la tâche du Sous-Comité en examinant le concept de la non-discrimination énoncé à l'article XX, concept d'une certaine subtilité qui était appliqué dans l'Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires.

38. L'éco-étiquetage était une autre question qui pouvait être examinée de manière approfondie. De nombreux pays utilisant des systèmes d'éco-étiquetage et y étant confrontés soit de manière active soit de manière passive, il était possible de mieux comprendre la question. Trois points avaient été soulevés à cet égard: i) transparence; ii) non-discrimination; et iii) accès à la certification et possibilité de parvenir jusqu'au produit faisant l'objet d'un éco-étiquetage. Il importait également de se demander jusqu'à quel point l'Accord sur les obstacles techniques au commerce serait ou non applicable et, s'il ne l'était pas, dans quelle mesure il pourrait le devenir, notamment concernant un éventuel code de conduite. Par ailleurs, le problème du recyclage demandait également un gros travail.

39. En conclusion, l'intervenant a déclaré que sa délégation avait l'esprit ouvert concernant la question des observateurs. Peut-être certaines questions ne devraient-elles être traitées que par le Comité préparatoire; toutefois, les organisations gouvernementales devraient avoir le droit de bénéficier du statut d'observateur auprès du Sous-Comité.

40. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a estimé qu'il était important que le Sous-Comité oriente ses travaux s'il voulait progresser. Il était lui aussi d'avis qu'il fallait se concentrer sur les points 1, 3 et 6, même si ceux-ci étaient très vastes, chacun englobant des questions extrêmement diverses. Il souhaitait souligner que, lors des précédents travaux sur le commerce et l'environnement, c'était en subdivisant la question à l'étude en un ou deux points et en axant les débats sur ces points lors de la réunion suivante que l'on avait le plus progressé. Les experts dans les capitales pourraient ainsi mettre au point des interventions détaillées sur un sujet commun, ce qui permettrait au Sous-Comité de disposer de suffisamment d'informations et de déterminer ensuite comment faire évoluer les travaux dans ce domaine et sur d'autres questions pouvant découler de cette analyse. Une démarche de ce

type fournirait des orientations utiles concernant la manière d'aborder les autres questions du programme de travail.

41. L'intervenant a déclaré que le Sous-Comité pourrait utiliser plusieurs documents établis par le secrétariat à l'intention du Groupe sur les mesures relatives à l'environnement et le commerce international, qui n'avaient pas encore été pleinement examinés par les délégations, et notamment le document TRE/W/20 sur les ajustements fiscaux à la frontière. Celui-ci concernait directement le point 3 du programme de travail et permettrait de commencer utilement les travaux dans ce domaine. Par ailleurs, le point 1 étant plus vaste que l'ancien point 1 de l'ordre du jour du Groupe sur les mesures relatives à l'environnement et le commerce international, on pourrait en commencer l'analyse en examinant la nécessité et l'efficacité de diverses mesures dans différents contextes. Des études de cas génériques pourraient être réalisées (consistant par exemple en un examen de certains types de mesures dans différentes situations), ainsi qu'une étude des effets que divers types de mesures prises dans différentes situations et selon diverses formules avaient sur le commerce (et, de ce fait, sur l'activité économique). De surcroît, pour chacun de ces points, des éléments du point 6 sur l'accès aux marchés interviendraient. Le point 6 pouvait toutefois comporter d'autres dimensions sur lesquelles des travaux pourraient commencer d'une façon analytique; à cet égard, sa délégation était ouverte à toutes les suggestions.

42. Le représentant de l'Inde a estimé que l'idée d'organiser une réunion servant de prologue était judicieuse car elle permettait aux participants d'exprimer leurs opinions et au Sous-Comité de se mettre directement au travail lorsqu'il se réunirait à l'automne. Il approuvait les interventions des représentants du Brésil et de la Corée et faisait siennes plusieurs des observations formulées par les représentants de l'Autriche et de la Suède.

43. Concernant le point 1 du programme de travail, il n'était pas sûr que le Sous-Comité puisse aller plus loin que la simple analyse. Même si les travaux sur cette question étaient indéniablement assez avancés, il n'était pas certain que l'on soit prêt à commencer à élaborer des prescriptions car cela influencerait sur l'examen des autres points. Il soutenait l'intervention du représentant de la Nouvelle-Zélande qui avait demandé que l'on poursuive la phase analytique, même si sa propre appréciation était légèrement différente. Il convenait aussi qu'un examen de l'efficacité et de la nécessité des différentes mesures pourrait être utile.

44. Le représentant de l'Inde estimait que les points 2 et 3 étaient liés; à son avis, certains des documents du secrétariat diffusés à l'époque où l'Uruguay Round se terminait n'avaient pas fait l'objet d'une étude attentive et demanderaient à être réexaminés. En particulier, il considérait que le document sur les ajustements fiscaux à la frontière (TRE/W/20) était extrêmement important et n'avait pas reçu l'attention qu'il méritait.

45. L'intervenant a instamment demandé aux délégations de ne pas laisser des principes tels que l'internalisation des coûts ou l'analyse du cycle de vie influencer sur ce qui devrait être une analyse impartiale de mesures effectives lorsqu'elles étudieraient le rapport entre les dispositions du système commercial multilatéral et, par exemple, les impositions et taxes appliquées à des fins de protection de l'environnement et les prescriptions en matière d'emballage et d'étiquetage. Sa délégation considérait que cette analyse devrait s'inscrire dans le cadre qui avait été fixé par la Décision adoptée le 15 décembre 1993 par le Comité des négociations commerciales, où il était fait état d'un système commercial multilatéral ouvert, équitable et non discriminatoire.

46. Le représentant de l'Inde a souligné que, même dans la Déclaration de Rio - où étaient énoncés les principes selon lesquels les autorités nationales devraient s'efforcer d'internaliser progressivement les coûts sans fausser les échanges et les investissements internationaux -, on ne préconisait pas une acceptation absolue de l'internalisation. Si les délégations avaient ce principe présent à l'esprit

lorsqu'elles examineraient les taxes et impositions ou les prescriptions en matière d'emballage et d'étiquetage, les travaux seraient légèrement faussés. Il était entendu qu'il fallait trouver un compromis et c'était ce à quoi le Sous-Comité devait s'employer. Les mesures devraient être analysées de manière impartiale et objective afin de déterminer d'une façon ou d'une autre s'il convenait ou non de modifier les dispositions du système commercial multilatéral.

47. Le représentant de l'Inde a lui aussi reconnu que l'on disposait probablement de suffisamment d'éléments d'information concernant la transparence. Par ailleurs, il n'avait aucune objection à ce que le secrétariat établisse une note d'information sur le règlement des différends si tel était le souhait d'une large majorité de délégations. Il estimait que l'incidence des mesures de protection de l'environnement sur l'accès aux marchés était une question multisectorielle et il était hostile à ce que l'on y consacre une demi-journée de réunion pour ensuite la renvoyer à la Commission du développement durable et à la CNUCED, etc. Chaque fois que l'on examinait une mesure de protection de l'environnement ayant un effet sur le commerce, il conviendrait d'avoir présent à l'esprit l'impact qu'elle pouvait avoir sur l'accès aux marchés. Pour les pays en développement, cela était d'ailleurs impératif.

48. L'intervenant a par ailleurs indiqué que les questions des produits interdits sur le marché intérieur, des services et des aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce devraient aussi retenir l'attention. Comme il ne serait peut-être pas possible de progresser véritablement avant la fin de l'année, il lui semblait que les travaux devraient commencer au début de l'année prochaine. La logique consistant à procéder à un examen approprié de tous les points du programme de travail, puis à élaborer des prescriptions, serait ainsi respectée. Bien sûr, il ne faudrait pas abandonner les travaux sur les accords multilatéraux concernant la protection de l'environnement; mais les autres points devraient aussi faire l'objet d'une étude suffisamment poussée. Toutes les questions ayant un rapport étroit les unes avec les autres, il serait difficile d'entamer l'élaboration de prescriptions sur un point sans que cela influe sur les autres. Il serait donc nécessaire, dans le courant de l'année prochaine, d'approfondir les travaux sur ces trois points.

49. Quant à la question des observateurs, elle ne présentait aucun problème pour la délégation indienne. A propos de l'OCDE, l'intervenant a souligné que, lors d'une réunion sur les services, certaines délégations avaient différé une décision concernant la demande d'une organisation régionale et mis en avant les deux principes suivants: i) participation universelle; et ii) compétences techniques avérées. Sa délégation serait prête à adopter ces deux critères pour décider de l'octroi du statut d'observateur à des organisations. Pareille démarche pourrait être utile en vue de la prise d'une décision globale à un stade ultérieur.

50. Pour conclure, l'intervenant a reconnu que le colloque des ONG avait été couronné de succès et que le secrétariat devrait faire de son mieux pour maintenir le dialogue avec elles; toutefois, il existait peut-être une autre méthode que de les inviter au GATT et d'organiser un autre colloque.

51. Le représentant de la Malaisie, prenant la parole au nom des parties contractantes membres de l'ANASE, a estimé que le Sous-Comité axerait naturellement ses travaux sur le lien étroit entre le commerce et l'environnement. Il convenait de rappeler que la tâche la plus importante à mener à bien dans le cadre du système du GATT/de l'OMC était d'étudier l'incidence des mesures de protection de l'environnement sur les possibilités commerciales et sur l'accès aux marchés et d'examiner si l'on pourrait à l'avenir faire en sorte que le commerce continue à prospérer malgré l'adoption de mesures de ce type.

52. Les activités futures du Sous-Comité devraient s'inspirer de la Décision ministérielle et tenir compte des travaux accomplis jusqu'à présent par le Groupe sur les mesures relatives à l'environnement et le commerce international et le Comité du commerce et du développement. Les délégations devraient donc examiner tous les documents pertinents et, peut-être, développer certaines des suggestions formulées.

53. La question de l'environnement englobait de nombreuses activités, qui allaient de l'extraction - par exemple, les industries du bois et des minéraux - à la production, à propos de laquelle on avait examiné les procédés et les méthodes de production. Venaient ensuite l'exportation et la consommation, qui étaient soumises à diverses réglementations à la frontière et au niveau intérieur. Des règles existaient à tous les niveaux de gouvernement et il était important qu'à des fins de transparence, on répertorie de manière détaillée les mesures à la frontière et les réglementations internes appliquées par divers pays, qui avaient des répercussions sur les exportations d'autres pays, en particulier les pays en développement.

54. Outre les dispositions relatives à l'étiquetage et à l'emballage, le Sous-Comité devrait étudier les questions comme celles des prescriptions applicables aux matériaux de construction; en effet, des prescriptions de ce type auraient pour effet d'inciter les consommateurs à préférer certains articles, par exemple s'ils n'étaient pas étiquetés. L'information recueillie devrait être aussi complète que possible de façon que toutes les délégations connaissent au mieux les mesures appliquées par les pays et les pays producteurs, qui avaient une incidence non seulement sur l'environnement, mais aussi sur le commerce. Ce point avait été souligné par le représentant de la Corée, lorsqu'il avait fait état de la nécessité de procéder à des notifications.

55. S'agissant des observateurs, la délégation malaisienne appuyait l'idée consistant à conserver la pratique établie par le Comité préparatoire. En fait, un nouveau chapitre s'ouvrait et l'on reprenait les travaux entamés par le Groupe sur les mesures relatives à l'environnement et le commerce international et le Comité du commerce et du développement; peut-être la question pourrait-elle être réexaminée par le Sous-Comité. En outre, si l'on souhaitait s'efforcer de travailler avec davantage d'efficacité et d'obtenir le plus d'éléments possibles auprès d'organismes bien informés, il devait être possible d'organiser des débats, des réunions ou des consultations où les participants pourraient tirer parti des précieuses contributions de diverses organisations gouvernementales ou non gouvernementales. Ces contributions pourraient être examinées cas par cas afin que la participation d'organisations de natures aussi diverses ne surcharge pas les débats. Evidemment, l'accent devrait être mis sur le commerce.

56. Le représentant de la Malaisie a reconnu que les travaux devraient être poursuivis comme convenu et être plus particulièrement axés sur les mesures qui avaient un effet direct sur l'accès aux marchés. Entre-temps, il serait utile de répertorier de manière complète les mesures à la frontière et les réglementations intérieures appliquées par les pays, qui avaient une incidence sur la consommation et sur les intérêts des pays en développement sur divers marchés d'exportation.

57. La représentante du Mexique a déclaré que, pour examiner les problèmes à l'étude, il était tout à fait approprié et constructif, comme l'avaient montré les résultats obtenus au Groupe sur les mesures relatives à l'environnement et le commerce international, de mettre l'accent sur des questions spécifiques. Elle a d'abord réaffirmé la position de base de sa délégation, selon laquelle le programme de travail devrait porter sur l'intégralité des points. Des progrès pourraient ainsi être réalisés sur toutes les questions de la manière la plus équilibrée et la plus homogène possible, sans se précipiter sur une question précise et l'étudier isolément. Le Sous-Comité devrait donc dès que possible centrer son examen sur les questions et les aspects qui avaient été évoqués lors des réunions du Groupe mais n'avaient pas fait l'objet d'une analyse en bonne et due forme. L'examen de ces questions en serait ainsi au même stade que celui des points sur lesquels des progrès sensibles avaient déjà été accomplis.

58. Concernant les trois domaines retenus, la délégation mexicaine suggérait que l'on mette l'accent sur les impositions et les taxes perçues à des fins de protection de l'environnement. Le Sous-Comité disposait déjà de certains documents de base établis par le secrétariat qui n'avaient pas encore été étudiés (TRE/W/20) et pourraient être utilisés pour entreprendre une analyse de l'incidence de ce type de mesures sur le commerce, comme on avait déjà commencé à le faire dans le domaine de l'emballage et de

l'étiquetage. A mesure que l'examen progresserait, il serait possible de déterminer s'il était nécessaire de recueillir des éléments d'information et des renseignements supplémentaires sur la question.

59. La délégation mexicaine convenait elle aussi que l'analyse du second alinéa du point 3 était encore incomplète. L'examen de l'incidence de ces prescriptions sur les échanges devrait être approfondi, notamment dans le domaine du recyclage et de la gestion des déchets. Ce n'est que lorsque l'on comprendrait de manière satisfaisante les effets de tous les types de prescriptions et de mesures relevant de ce point, notamment celles qui concernaient l'emballage et l'étiquetage et visaient à la protection de l'environnement, que l'on pourrait aller de l'avant et étudier le rapport entre lesdites mesures et les dispositions du système commercial multilatéral. Une fois ce deuxième stade atteint, le Sous-Comité pourrait examiner s'il convenait de demander au secrétariat de lui fournir davantage d'éléments d'information. Les participants pourraient aussi tirer parti de la documentation établie par d'autres organisations comme la CNUCED.

60. Au sujet du point 1, la délégation mexicaine estimait que le Groupe sur les mesures relatives à l'environnement et le commerce international avait beaucoup progressé concernant les accords multilatéraux relatifs à la protection de l'environnement. Il y avait lieu de rappeler que ce point du programme de travail était plus vaste que l'ancien point de l'ordre du jour du Groupe. Sa délégation était donc d'avis que, dans le cadre de ce nouveau point, le Sous-Comité devrait concentrer son attention sur des questions qui permettraient de l'appréhender dans toute sa nouvelle dimension.

61. La délégation mexicaine convenait que les questions de la Nouvelle-Zélande sur "la nécessité" et l'"efficacité" étaient les plus appropriées pour atteindre cet objectif. S'il analysait ces questions, le Sous-Comité pourrait évaluer l'effet que divers types de mesures commerciales utilisées à des fins de protection de l'environnement avaient sur le commerce et, lorsque le problème serait mieux compris, étudier le rapport entre ces mesures et les dispositions du système commercial multilatéral.

62. A propos du point 6 du programme de travail, la délégation mexicaine considérait qu'il conviendrait d'avoir présent à l'esprit l'examen de l'"effet des mesures environnementales sur l'accès aux marchés, notamment pour les pays en développement", lorsqu'on analyserait chacun des points du programme de travail. Une étude horizontale de la question devrait porter tant sur les effets négatifs que l'application de diverses mesures de protection de l'environnement pourraient avoir sur le commerce des pays en développement que sur les effets positifs que des mesures de cette nature pourraient produire au niveau de la promotion de marchandises et de services respectueux de l'environnement originaires de ces pays.

63. De la même façon, la délégation mexicaine espérait que la deuxième partie du point 6, qui concernait les "avantages environnementaux de l'élimination des restrictions et distorsions des échanges", permettrait d'étudier plus avant les éléments mentionnés lors des réunions du Comité du commerce et du développement, notamment ceux dont la délégation brésilienne avait fait état - comme l'effet de la progressivité des droits, etc. Pour conclure, l'intervenant a indiqué que le secrétariat pourrait fournir au Sous-Comité des documents sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce, ainsi que sur les services; sa délégation approuvait le calendrier des réunions.

64. La représentante de l'Australie a estimé qu'il était important que le Sous-Comité, en avançant dans ses travaux, assure l'équilibre entre la nécessité, d'une part, de se concentrer sur des problèmes particuliers afin d'approfondir l'examen le plus possible et, d'autre part, de continuer à considérer les différentes questions dans le contexte plus large de l'ensemble de son programme de travail, en particulier les liens étroits entre les diverses questions. La délégation australienne appuyait l'idée consistant à axer les travaux sur les trois points identifiés. Si l'on pouvait entreprendre un examen initial de tous les points avant le mois de décembre, il serait peut-être alors possible de commencer à mettre en évidence le rapport qui existait entre les questions inscrites au programme de travail. De

l'avis de sa délégation, le désir de s'efforcer de procéder à un examen global ne devrait pas empêcher le Sous-Comité d'étudier un certain nombre de points de manière plus détaillée. La délégation australienne convenait que, pour ce dernier, le moment crucial était la prochaine réunion des Ministres, et non la fin de l'année, même s'il s'agissait aussi d'un jalon important.

65. L'intervenante a ajouté que, lorsqu'il examinerait tous les points du programme de travail, le Sous-Comité devrait concentrer son attention sur certaines questions et noter de quelle façon elles étaient imbriquées les unes dans les autres. Tout d'abord, il existait des règles commerciales internationales, qu'il fallait garder très présentes à l'esprit. Le Sous-Comité devrait faire en sorte que les règles existantes et les dispositions qui entreraient en vigueur l'année prochaine soient clairement comprises et, lorsqu'il déterminerait dans quelle mesure elles se révélaient satisfaisantes compte tenu des problèmes d'environnement examinés par le Sous-Comité, veiller à donner la priorité au maintien de l'ouverture, de l'équité et du caractère non discriminatoire du système multilatéral, de façon que les politiques commerciales et les politiques de l'environnement se renforcent mutuellement.

66. L'intervenante a par ailleurs souligné que l'effet des mesures appliquées à des fins de protection de l'environnement sur les possibilités commerciales effectives, notamment l'accès aux marchés, surtout pour les pays en développement, était une question multisectorielle - même si elle faisait elle-même partie du programme de travail. Cette question concernait non seulement l'incidence des mesures commerciales restrictives sur le commerce, mais aussi la façon dont de meilleurs débouchés commerciaux pourraient contribuer à favoriser un développement durable. Enfin, pour la délégation australienne, les préoccupations que suscitait le rapport entre le système commercial multilatéral et d'autres instances et d'autres formes d'action nationale et de coopération intergouvernementale et internationale visant à traiter des problèmes communs qui relevaient du cadre général du développement durable constituaient en réalité un aspect institutionnel. Concernant la question des observateurs, le système adopté par le Comité préparatoire conviendrait pour le Sous-Comité, mais les nouvelles demandes pourraient être examinées cas par cas.

67. S'agissant des éléments d'information supplémentaires, la délégation australienne proposait que le secrétariat mette à jour le document TRE/W/14 pour tenir compte des faits intervenus récemment et actualiser les informations mises au point pour le Groupe sur les mesures relatives à l'environnement et le commerce international à propos des accords multilatéraux concernant la protection de l'environnement. Pour faire progresser les travaux dans ce domaine, il conviendrait aussi de réunir en priorité une information générale sur l'emballage et l'étiquetage.

68. La représentante du Canada a estimé, avec les délégations de la Nouvelle-Zélande et du Brésil, que les trois points sur lesquels il avait été convenu de mettre l'accent initial devraient être subdivisés en questions plus spécifiques afin que les délégations puissent se préparer pour la réunion de l'automne. Sa délégation considérait que le Sous-Comité devrait commencer par évaluer l'effet que le type de mesures de protection de l'environnement liées au commerce visées au point 3 avait sur les échanges, en accordant une importance particulière aux questions de la nécessité et de l'efficacité. A cet égard, il serait primordial d'examiner l'incidence extraterritoriale éventuelle de certaines utilisations de l'analyse du cycle de vie, notamment pour ce qui est des critères ou prescriptions applicables aux procédés et méthodes de production. Une analyse ainsi orientée fournirait le contexte nécessaire pour analyser ensuite le rapport entre ce type de mesures et les règles commerciales. L'intervenante a elle aussi estimé que le Sous-Comité devrait commencer l'examen des taxes et impositions et elle a fait observer que bon nombre de concepts et d'effets sur le commerce seraient semblables à ceux qui avaient déjà été définis lors des précédents travaux sur l'emballage et l'étiquetage et que le Sous-Comité devrait tenir compte de ces travaux, ainsi que des autres mesures relevant du point 3, lorsqu'il étudierait la question. La délégation canadienne continuait de s'intéresser particulièrement aux mesures relatives au recyclage et à la teneur en produits recyclés et souhaiterait que ces questions demeurent au premier plan.

69. La délégation canadienne a proposé de continuer à utiliser la méthode de l'étude de cas qui s'était avérée efficace dans le cadre du Groupe sur les mesures relatives à l'environnement et le commerce international. Si les délégations pouvaient présenter des exemples de mesures existantes ou proposées ou décrire quelle était leur expérience concernant les prescriptions d'autres pays, il serait plus facile d'examiner les effets effectifs ou potentiels sur le commerce. L'intervenante a toutefois précisé que ce n'était pas parce que l'on se concentrerait initialement sur ce type de mesures de protection de l'environnement liées au commerce que les autres questions ne pourraient pas être étudiées ou ne le seraient pas. La délégation canadienne reconnaissait que le problème des accords multilatéraux concernant la protection de l'environnement était important et qu'il fallait le garder très présent à l'esprit. L'intervenante faisait sienne l'analyse du Brésil sur les questions fondamentales qu'il ne faudrait en aucun cas perdre de vue. A son avis, toutefois, l'étude des autres questions à l'ordre du jour devrait être tout aussi approfondie et c'est sur elles que devrait porter l'accent initial.

70. Au sujet de la question de la contribution que le secrétariat pourrait apporter, la délégation canadienne était flexible. Comme l'avaient proposé les intervenants précédents, la représentante du Canada jugeait utile d'établir des documents pour mettre à jour les travaux antérieurs sur l'utilisation de mesures commerciales dans le cadre d'accords multilatéraux concernant la protection de l'environnement et pour fournir des informations sur les dispositions de ces accords relatives au règlement des différends. En outre, il pourrait être précieux de disposer - si les délégations étaient du même avis - d'un document présentant les éléments des accords du Cycle d'Uruguay qui intéressaient les travaux du Sous-Comité, peut-être lorsque ces accords auraient pris effet. Enfin, concernant la proposition émise par certaines délégations selon laquelle le Sous-Comité devrait également examiner divers principes touchant à la protection de l'environnement, ainsi que le bien-fondé de l'internalisation des coûts et du principe du pollueur-payeur, elle estimait que celui-ci ne devrait pas oublier les limites de son mandat et de sa compétence. Certes, certains des effets que les mesures visant à internaliser les coûts pouvaient avoir sur le commerce pourraient être pris en considération, mais il ne lui semblait pas approprié que le Sous-Comité débattenne du bien-fondé de ce principe ou de la manière dont il devrait être appliqué. De même, il ne serait pas opportun d'examiner l'interprétation ou l'application d'un principe comme celui du pollueur-payeur. Le Sous-Comité devrait rester dans les limites de son mandat et s'en tenir aux domaines relevant de sa compétence en matière de commerce et d'environnement.

71. Le représentant du Nigéria a souligné que les travaux du Sous-Comité devraient être envisagés sur une base continue. Il croyait comprendre que le Sous-Comité commencerait ses travaux à l'automne par un examen du point 3; toutefois, tous les points pourraient être examinés et il ne devrait pas être gêné par la date de la fin décembre à laquelle il cesserait d'exister.

72. L'intervenant a déclaré que le point 3 était important et que peu de travaux avaient été réalisés sur ces questions. Il a également précisé que la délégation nigériane souhaiterait que le point relatif aux produits interdits sur le marché intérieur trouve une solution rapide car il était pour elle essentiel. Le commerce des services et les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce devraient aussi être examinés. Il fallait veiller à ce que le désir d'obtenir des informations et davantage de données - même s'il était fondé - n'entrave pas les travaux du Sous-Comité ou ne gêne pas ses objectifs. A son avis, ces travaux avaient un double but. Le premier était d'analyser les conséquences de certaines mesures sur le commerce et le second d'examiner les principes qui régiraient les débats engagés dans le cadre du programme de travail, notamment concernant les questions suivantes: les mesures étaient-elles le moins restrictives pour le commerce, avaient-elles pour effet d'accroître ou de réduire les échanges, traduisaient-elles une libéralisation des échanges ou étaient-elles protectionnistes, étaient-elles efficaces ou nécessaires, comment seraient-elles mises en oeuvre, étaient-elles unilatérales ou multilatérales et un mécanisme de règlement des différends intégré leur serait-il appliqué? L'intervenant a expliqué que les travaux du Sous-Comité devraient être axés sur ce type de questions. Enfin, il a demandé que le calendrier des réunions de l'automne soit arrêté à l'avance, ainsi que leur ordre du jour, afin que les délégations, en particulier les plus petites, puissent s'y préparer.

73. Le représentant des Etats-Unis a estimé que, si l'on voulait utiliser au mieux les ressources limitées dont disposait le Sous-Comité, il conviendrait de préciser dans quels domaines les délégations pourraient fournir des éléments d'information au secrétariat, qui pourrait alors les rassembler, et dans quels domaines celui-ci devrait mettre au point des documents de travail. Comme elles l'avaient fait pour les prescriptions en matière d'emballage et d'étiquetage dans le cadre du Groupe sur les mesures relatives à l'environnement et le commerce international, les délégations pourraient communiquer des informations au secrétariat - que ce dernier pourrait alors regrouper - sur les mesures commerciales et les mesures visant à protéger l'environnement qui avaient un effet sur le commerce, y compris les impositions et les taxes, les mesures relatives aux dispositifs de gestion des déchets et de recyclage, les autorisations de polluer négociables et, en général, les autres mesures qui relevaient des points 2 et 3 mais n'avaient pas été incluses dans les travaux du Groupe ou n'avaient pas fait l'objet d'autres notifications, par exemple en vertu de l'Accord sur les obstacles techniques au commerce. Concernant ce dernier instrument, l'intervenant a demandé au secrétariat d'actualiser le document sur les mesures de protection de l'environnement qui avaient été notifiées à ce titre.

74. Le représentant des Etats-Unis a ajouté qu'il serait utile que le secrétariat mette à jour les informations sur les éléments nouveaux contenus dans les accords multilatéraux concernant la protection de l'environnement qui intéressaient le Sous-Comité. En fait, cette question recoupait celle des produits interdits sur le marché intérieur, à propos de laquelle les activités entreprises dans le cadre de la Convention de Bâle devaient être, par exemple, prises en considération. Concernant le règlement des différends, sa délégation estimait qu'il serait précieux que le secrétariat établisse un répertoire des mécanismes de règlement des différends prévus par ces accords, de la manière la plus détaillée possible. Dans la mesure où ceux-ci ne contenaient pas de dispositions satisfaisantes en matière de règlement des différends, les différends éventuels pourraient être portés devant l'OMC. S'agissant de l'accès aux marchés, qui faisait l'objet du point 6, le représentant des Etats-Unis a suggéré qu'un inventaire des études consacrées à l'incidence de la libéralisation des échanges sur le plan de l'environnement bénéficierait peut-être aux délégations. Enfin, il a souligné que le Sous-Comité devrait impérativement apporter une contribution au Comité préparatoire à propos de la participation des organisations non gouvernementales. A cet égard, il serait peut-être utile que le secrétariat répertorie les pratiques des autres organisations intergouvernementales concernant les observateurs et les ONG en général. Il estimait que la contribution du Sous-Comité sur cette question devrait figurer à l'ordre du jour de la prochaine réunion car celui-ci avait une date limite à respecter. Les débats devraient commencer, sans préjuger des résultats. Toutes les possibilités devraient être examinées, et même une participation sous la forme envisagée au chapitre 38 d'Action 21.

75. A propos de la suggestion selon laquelle le secrétariat devrait mettre au point un document sur la nécessité et l'efficacité des mesures commerciales, notamment pour ce qui est des accords multilatéraux concernant la protection de l'environnement, la délégation des Etats-Unis, même si elle n'était pas opposée à pareille démarche, ne pensait pas que le secrétariat ait compétence pour porter un jugement de cette nature sur des questions négociées dans d'autres organisations. L'intervenant se demandait comment les délégations au GATT réagiraient si, par exemple, le PNUE avait décidé de mettre au point une évaluation de la nécessité et de l'efficacité des règles commerciales par rapport aux mesures de protection de l'environnement. Si elles souhaitaient examiner cette question au titre du point 1, elles étaient libres de le faire. Il tenait toutefois à souligner qu'il faudrait être particulièrement attentif et veiller à ce que des experts en matière d'environnement participent aux discussions afin d'apporter leurs connaissances spécialisées dans ce domaine. Par ailleurs, pour que l'examen soit utile, le Sous-Comité devrait acquérir une certaine compréhension des principes et concepts pertinents. Il ne devrait pas avoir peur d'une pareille démarche car ces principes n'étaient pas absolus et il ne cherchait pas à déterminer comment ils devraient être appliqués ou à les expliciter. Néanmoins, pour pouvoir examiner la nécessité et l'efficacité des mesures, il devrait avoir une certaine compréhension de leurs objectifs et de leur signification et, donc, bien appréhender les principes et les concepts.



76. Le représentant des Etats-Unis était lui aussi d'avis que les problèmes concernant l'accès aux marchés étaient liés à tous les autres points et que les réunions qui y seraient consacrées devraient être axées sur les éléments qui leur étaient propres et ne pas empiéter sur les autres questions. Si l'on avait précédemment rencontré des difficultés lors de l'examen de l'accès aux marchés, c'est que les débats n'étaient pas bien centrés; à cet égard, certaines des suggestions formulées étaient utiles. Concernant la question des observateurs, il notait que les pratiques établies par le Groupe sur les mesures relatives à l'environnement et le commerce international avaient donné de bons résultats et devraient être poursuivies. Il approuvait l'ambitieux calendrier de travaux mais n'était pas attaché coûte que coûte à l'idée de n'étudier qu'une question par réunion; toutefois, si cette façon de procéder était considérée comme la plus efficace, la délégation des Etats-Unis n'y voyait pas d'objection. Celle-ci ne jugeait pas nécessaire de traiter toutes les questions avant la fin de l'année, mais il serait essentiel que le Comité mène cet examen à son terme le moment venu. Enfin, même si elle ne proposait pas que le Sous-Comité entame l'élaboration de prescriptions, la suggestion visant à approfondir toutes les questions avant de passer à cette seconde étape la mettait mal à l'aise car elle lui rappelait la méthode utilisée lors des négociations du Cycle d'Uruguay. En effet, il s'était alors avéré difficile de dépasser le stade de la simple analyse car les délégations ne parvenaient pas à se mettre d'accord sur la question de savoir si celle-ci était bien achevée, ce qui constituait en fait une appréciation purement subjective. L'intervenant a rappelé que le programme de travail prévoyait l'élaboration de recommandations à l'intention des ministres dans deux ans et demi.

77. Le représentant de l'Argentine a approuvé les questions à examiner en priorité en 1994. Il a proposé de consacrer la réunion de septembre au point 1, celle d'octobre au point 3 et celle de novembre au point 6. Bien entendu, le Sous-Comité procéderait à un premier examen de ces questions et s'efforcerait de parvenir à une décision, dans la mesure du possible, sur la manière dont il conviendrait de les traiter et sur les documents d'information qui seraient soumis par le secrétariat. L'intervenant était d'avis que le Sous-Comité devrait avoir une démarche globale et s'attacher à progresser d'une manière harmonieuse sur l'ensemble des points.

78. La délégation argentine notait que le PNUE et la CNUCED étaient en train d'établir une documentation importante sur certaines des questions. L'intervenant estimait toutefois qu'il valait la peine d'approfondir davantage certains des points à la lumière du mandat du Sous-Comité, notamment l'incidence des taxes et impositions intérieures sur le commerce dans la perspective d'une internalisation des coûts et l'effet de l'éco-étiquetage et de l'emballage sur les échanges, ainsi que la compatibilité de ces mesures et prescriptions avec les dispositions de l'Accord général. Pour ces deux questions, il serait important, comme l'avaient suggéré les Etats-Unis, que les gouvernements fournissent des éléments d'information.

79. Le représentant de l'Argentine a ajouté que le secrétariat pourrait analyser de manière plus détaillée, au titre du point 6, l'incidence que les subventions avaient sur l'environnement, en particulier dans le secteur agricole. Sa délégation estimait que, lors de cet examen, on pourrait aussi étudier quelle importance la suppression méthodique des subventions revêtait pour la protection de l'environnement. Dans les études réalisées par le secrétariat, il conviendrait de privilégier de plus en plus l'analyse spécifique des mesures appliquées par les gouvernements tout en donnant progressivement moins de place à l'examen purement théorique. Enfin, concernant la question des observateurs, la délégation argentine estimait que les organisations qui jouissaient du statut d'observateur auprès du Comité préparatoire devraient aussi être autorisées à assister aux réunions du Sous-Comité. Elle ne voyait aucun inconvénient à ce que l'OCDE, qui avait apporté une contribution substantielle en analysant des questions liées au commerce et à l'environnement, prenne part à ces réunions. La participation éventuelle d'ONG aux travaux du Sous-Comité ne lui posait non plus aucun problème, mais il serait important qu'elles soient suffisamment informées. Peut-être l'expérience du colloque organisé par le secrétariat pourrait-elle être renouvelée afin que l'opinion des ONG puisse être entendue.

80. Le représentant de Hong Kong a suggéré que l'on se pose les trois questions suivantes lorsqu'on examinerait les propositions relatives aux documents du secrétariat: que pourrait-on faire dans les délais disponibles? Le secrétariat était-il ou non compétent dans certains domaines? Dans quelle mesure un document donné devrait-il être pris en considération pour les travaux du Sous-Comité? Quant à la suggestion d'établir un inventaire de la manière dont les autres organisations abordaient la question des ONG, une démarche de ce type pourrait bien sûr être utile pour information, mais le GATT devrait arrêter ses propres règles et ne pas se laisser guider par ce que faisaient les autres. De plus, le GATT ne s'occupait pas de l'environnement proprement dit, mais uniquement d'un aspect particulier, à savoir l'interface entre commerce et environnement.

81. L'intervenant a approuvé le cadre général de discussion; toutefois, le Sous-Comité devrait adopter une approche pragmatique et traiter certains problèmes urgents, dont celui de la multiplication des mesures unilatérales qui allaient à l'encontre des dispositions de l'Accord général. A cet égard, la réponse proposée dans le cadre du Groupe sur les mesures relatives à l'environnement et le commerce international était un consensus international dans le cas de problèmes mondiaux ou transfrontières. Mais il convenait de se demander si le système du GATT pourrait faire une place à un consensus de cette nature et permettrait d'éviter tout conflit de lois. Le point 1 englobait cette question et il conviendrait de l'examiner en priorité. Un autre problème à étudier était celui des effets préjudiciables - qu'ils soient ou non voulus - que les mesures de protection de l'environnement pouvaient avoir sur le commerce. L'utilisation d'instruments économiques pour mieux protéger l'environnement était déjà bien établie. Il fallait d'abord que le Sous-Comité sache quels étaient ces effets et de quelle manière ils étaient incompatibles avec l'Accord général avant de pouvoir commencer à élaborer des prescriptions en temps voulu. Cet examen relèverait du point 3 du programme de travail, qui portait sur les impositions et taxes, les autres prescriptions, les autorisations négociables, etc.

82. La troisième question sur laquelle le Sous-Comité devrait d'abord axer ses travaux serait celle du développement, et plus précisément l'accès aux marchés. L'intervenant était d'avis que c'était une question multisectorielle, qui devrait être abordée lors de l'examen de chacun des points du programme de travail. Si on la considérait séparément, il pourrait être difficile d'aller plus loin que ce qui avait été fait au Comité du commerce et du développement. Il a souligné que le Sous-Comité devrait adopter une approche globale. Il faudrait commencer par examiner les concepts fondamentaux du GATT, comme la non-discrimination, la transparence, le règlement des différends, la nécessité, le protectionnisme déguisé et les mesures les moins restrictives pour le commerce. Lorsqu'on analyserait l'effet que les instruments économiques utilisés à des fins de protection de l'environnement avaient sur les échanges, il serait primordial d'examiner comment un accès effectif aux marchés et le traitement national pourraient être garantis et, de là, peut-être, passer à d'autres concepts comme la transparence, la surveillance multilatérale, la reconnaissance mutuelle ou même, à long terme, l'harmonisation.

83. Il serait donc utile que le Sous-Comité procède à un premier examen de toutes les questions du programme de travail avant d'entamer des débats sur le fond. Toutefois, la délégation de Hong Kong était flexible et s'en remettait à la décision du Président. Enfin, s'agissant des observateurs, l'intervenant estimait qu'il importait d'être pragmatique. Toutes les organisations dont la présence serait utile devraient assister aux réunions. Toutefois, il fallait veiller à ce que le Sous-Comité ne donne pas de faux espoirs aux organisations qui étaient désireuses d'intervenir directement dans les discussions. L'intervenant ne pensait pas que les délégations soient prêtes à mener leurs débats en présence d'ONG.

84. Le représentant de Hong Kong a ajouté que le Sous-Comité devrait réfléchir longuement à la manière dont il fallait traiter la question des aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce, ainsi que celle des services, et à la façon dont on pourrait reprendre les travaux sur les produits interdits sur le marché intérieur. Il a suggéré que le Président tienne des consultations informelles sur ces nouvelles questions.

85. Le représentant de la Communauté européenne a souligné que l'incidence des mesures sur le commerce devrait constituer le thème central des travaux du Sous-Comité. Il n'était donc pas certain qu'il faille examiner des questions comme celle des conséquences de la libéralisation des échanges, ou même des effets des subventions, sur le plan de l'environnement. Même si elles étaient intéressantes d'un point de vue intellectuel, le Sous-Comité avait déjà suffisamment de travaux à accomplir.

86. Le représentant de l'Argentine a rappelé qu'au titre du point 6, le Sous-Comité pourrait examiner les avantages que la suppression des restrictions et distorsions commerciales pourrait avoir pour la protection de l'environnement.

87. Le représentant de l'Inde a reconnu qu'un effort devait être accompli pour comprendre les principes et concepts relatifs à la protection de l'environnement; toutefois, le point 2 portant sur le rapport entre les politiques environnementales qui intéressent le commerce et les dispositions du système commercial multilatéral, c'était à son avis sous cet angle (leur rapport avec le commerce) que le Sous-Comité devrait s'efforcer de les comprendre. Malheureusement, si celui-ci ne se fixait pas de limites, il serait amené à porter des jugements de valeur et à débattre de normes de protection de l'environnement. Le GATT n'avait pas à élaborer lui-même des normes ou politiques dans ce domaine ou à porter des jugements à leur sujet.

88. Le Président a pris note des observations formulées. En réponse à la demande australienne concernant une actualisation du document TRE/W/14, il a fait observer que le secrétariat avait procédé à une mise à jour, qui faisait l'objet du document L/7500.

89. Le Président a souligné que le secrétariat pouvait maintenant mettre au point des éléments d'information à l'intention du Sous-Comité dans certains domaines. Il examinerait cette question avec lui de manière à répondre le mieux possible aux demandes de documents compte tenu de ses ressources limitées. Il considérerait la présente réunion comme un prologue utile aux réunions de l'automne car elle avait permis de mettre en évidence un certain nombre de questions importantes à partir desquelles il était possible d'établir un calendrier de réunions consistant. Il prévoyait que la prochaine réunion du Sous-Comité se tiendrait durant la semaine du 12 septembre et serait consacrée au point 3 du programme de travail. La réunion suivante aurait lieu pendant la semaine du 24 octobre et porterait sur le point 1 de ce programme. Enfin, la troisième réunion se déroulerait pendant la semaine du 28 novembre et serait axée sur l'examen du point 6. Le secrétariat consulterait les délégations pour déterminer la date exacte de chaque réunion, qui durerait une journée entière, avec possibilité de prolongation le jour suivant si nécessaire. Par ailleurs, d'autres questions pourraient être abordées lors de ces réunions si les délégations le souhaitaient; il demandait toutefois que l'on respecte le calendrier fixé et que l'on examine en détail le point prévu pour cette date.

90. Il a été décidé d'accorder le statut d'observateur aux gouvernements et organisations intergouvernementales auxquels celui-ci avait été octroyé au Comité préparatoire. Le Président tiendrait de nouvelles consultations pour déterminer si la liste des observateurs devrait être élargie.